



## DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 4 JUILLET 2014

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 8 juillet 2014.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 30 juin 2014.

Présents : Tous sauf

Absents excusés :

Cécile GINGNET (pouvoir à Brigitte BONET)

Manuela MORGADINHO (pouvoir à Marie ADAM-NORMAND)

Geneviève TRUCHETET (pouvoir à Alain LORIGUET)

*Martine MOUGNARD, arrivée à 20h30 à partir de la délibération 14-64*

*Denis TROUTIER, arrivé à 20h15, présent pour toutes les délibérations*

Absents :

Monsieur Jean-Claude GILLIARD ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### Ordre du Jour

#### Affaires générales :

- ✎ 14.61 Constitution de la Commission Communale des Impôts Directs
- ✎ 14.62 Recrutement d'agents non titulaires pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels

#### Domaine de l'Urbanisme, des Travaux et de l'Environnement :

- ✎ 14.63 Devenir de la "Maison Chevallier"
- ✎ 14.64 Révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)
- ✎ 14.65 Assiette, dévolution et destination des coupes de bois de l'exercice 2013-2014
- ✎ 14.66 Étude d'un projet d'aménagement de la "rue de Besançon"

#### Domaine du Développement Économique, de l'Emploi et des Finances :

- ✎ 14.67 Convention relative au groupement de commandes pour l'achat de fournitures administratives

#### Questions Diverses

## **Affaires générales :**

### **14- 61 Constitution de la Commission Communale des Impôts Directs**

Vu l'article 1650 du Code Général des Impôts

Vu l'article L 2121-32 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur le Maire rappelle que, dans chaque Commune, doit être instaurée une Commission Communale des Impôts Directs.

Les membres sont désignés par le Directeur des services fiscaux sur une liste de 32 contribuables proposée par le Conseil Municipal.

La Commission Communale des Impôts Directs sera au final composée de 8 titulaires et de 8 suppléants.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la liste des personnes suivantes, sachant que chacune doit :

- être de nationalité française,
- être âgées de 25 ans au moins,
- jouir de ses droits civils,
- être inscrite au rôle des impôts directs locaux dans la commune,
- être familiarisée avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Un des membres est obligatoirement domicilié hors de la commune.

La liste de ces 28 contribuables vous sera communiquée en séance par Monsieur le Maire.

Après en avoir délibéré à 20 voix pour et 2 abstentions le Conseil Municipal :

- approuve la liste des 28 candidats devant permettre à Monsieur le Directeur des services fiscaux de choisir les membres de la Commission Communale des Impôts Directs.

### **14- 62 Recrutement d'agents non titulaires pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels.**

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que la loi n°2012-347, du 12 mars 2012, relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, a modifié certaines dispositions de l'article 3 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984.

Les collectivités territoriales peuvent recruter des agents non titulaires sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité. L'article 3-1 de la loi n°84-53 permet également de recruter des agents non titulaires sur des emplois permanents pour remplacer temporairement des fonctionnaires ou des agents contractuels autorisés à travailler à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de maladie grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Vu la loi 2012-347 du 12 mars 2012 et notamment ses articles 41 et 42,
- valide les recrutements dans les conditions prévues par les articles 3 et 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 d'agents non titulaires pour des besoins temporaires liés :
  - o à un accroissement temporaire d'activité,
  - o à un remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels
- charge Monsieur le Maire ou son représentant de
  - o constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité ou au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,
  - o déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents non titulaires recrutés selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
  - o procéder aux recrutements,
  - o autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les contrats nécessaires,
- précise que les agents non titulaires seront rémunérés selon les dispositions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 :
  - o le traitement indiciaire, et éventuellement le supplément familial de traitement, afférent aux emplois auxquels ils sont nommés
  - o en application de l'article 5 du décret n°88-145 du 15 février 1988, les agents non titulaires ainsi recrutés qui, à la fin de leur contrat, n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels, seront indemnisés dans la limite de 10% des rémunérations totales brutes perçues
- précise que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé,
- dit que les dépenses correspondantes sont prévues au chapitre 012 "Charges de personnel" du budget communal.

### **Domaine de l'Urbanisme, des Travaux et de l'Environnement :**

#### **14- 63 Devenir de la "Maison Chevallier"**

Acquise le 25 mars 2002 par la Commune de THISE, la maison sise 12 rue de la Plaine, dénommée "Maison Chevallier", du nom de son dernier propriétaire, a été destinée à être aménagée, par les municipalités successives, en résidence pour personnes âgées, puis en "maison des associations".

A ce jour, aucun de ces projets n'a abouti en raison, notamment, du coût de réhabilitation de ce bâtiment.

Aujourd'hui, bien que condamné, ce bâtiment devient dangereux en raison d'importantes infiltrations d'eau qui ont gravement détérioré sa structure.

Après avis pris auprès de Monsieur Joël BINETRUY, Expert en bâtiment, qui a confirmé le danger, il est proposé au Conseil Municipal de déconstruire ce bâtiment.

A cet effet le Conseil Municipal à l'unanimité :

- décide de confier à la C.A.G.B un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage selon le devis arrêté à la somme de 6.440 €
- décide de réaliser les différents diagnostics nécessaires à une déconstruction dans de bonnes conditions
- décide de lancer, dès que possible, un Marché à Procédure Adaptée (MAPA) compte-tenu de l'urgence
- décide d'affecter la somme de 50 000 € à l'opération 50 "Maison Chevallier", cette somme sera prélevée sur le compte "Dépenses imprévues".

#### **14-64 Révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)**

**\* Arrivée de Madame Martine MOUGNARD**

#### **Exposé des motifs :**

Par délibération du Conseil Municipal du 28 février 2006, la commune de THISE avait prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols. Un projet de P.L.U a été arrêté par délibération du 27 janvier 2012, puis soumis à la consultation des personnes publiques associées et à enquête publique. La municipalité n'a cependant pas souhaité approuver ce projet.

Aujourd'hui, monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il apparaît nécessaire de reprendre une délibération prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), afin de :

- prendre en compte le nouveau contexte réglementaire, notamment la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (loi "E.N.E") et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé du 24 mars 2014 ("loi A.L.U.R").
- définir les objectifs poursuivis par cette révision, comme précisé à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme ;
- préciser les modalités de la concertation, comme précisé à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme ;

Monsieur le Maire informe également que la loi A.L.U.R a modifié le Code de l'Urbanisme (L123-19). Désormais, si une procédure de révision de P.O.S a été engagée avant le 31 décembre 2015, les dispositions du P.O.S restent en vigueur jusqu'à l'approbation du P.L.U et au plus tard à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la loi, soit le 27 mars 2017. Au-delà de ce délai, en l'absence d'approbation d'un P.L.U, ce sont donc les règles générales codifiées aux articles R.111-1 à R.111-27 du Code de l'Urbanisme qui s'appliqueront sur le territoire communal.

En outre, le P.L.U couvre l'ensemble du territoire communal (L.123-1-III du Code de l'Urbanisme). De ce fait, son approbation supprimera le P.O.S approuvé par le Syndicat Intercommunal Besançon-Thise-Chalezeule (S.I.B.T.C) en ce qui concerne la partie située sur le territoire de THISE. Le S.I.B.T.C a renoncé à sa compétence en matière d'élaboration et de gestion de son P.O.S, les statuts du syndicat ayant été modifiés par arrêté de Monsieur le Préfet du Doubs n°2005-2511-06442 du 25 novembre 2005.

Le futur projet de P.L.U reprendra autant que possible les éléments de diagnostic et d'études du dossier arrêté le 27 janvier 2012.

### **Délibération**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-1, R.123-1 et suivants et L.300-2,

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 23 janvier 2001,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré à 22 voix pour et 1 voix contre, le Conseil Municipal décide :

1°- de prescrire la révision du P.O.S, qui sera transformé en P.L.U, sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 et suivants et R.123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

2°- que les objectifs poursuivis par la révision du P.O.S en P.L.U sont les suivants :

- assurer une utilisation économe des espaces pour préserver les terres et activités agricoles et les espaces naturels de valeur ;
- maîtriser le développement de la commune et son organisation urbaine, notamment sur les disponibilités foncières restantes dans l'espace urbanisé ;
- redéfinir les zones d'extension à vocation d'habitat et d'activités économiques, et y prévoir des orientations d'aménagement ;
- encourager la mixité de l'habitat en développant l'offre locative et la diversité des logements ;
- favoriser l'usage des transports en commun ;
- favoriser les déplacements doux (piétons et cycles) au sein de la commune, notamment en lien avec les infrastructures de transport en commun de l'agglomération ;
- assurer une bonne prise en compte des risques naturels existants sur le territoire communal ;
- définir l'affectation des sols et organiser le développement du territoire communal en conformité avec la législation en vigueur ;
- participer à la mise en œuvre des politiques supra communales, notamment le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération bisontine, le Programme Local de l'Habitat (P.L.H) et le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U - en cours d'élaboration) et le P.C.E.T (Plan Climat Énergie Territoriale) du Grand Besançon.

3°- de soumettre le projet à la concertation (article L.300-2 du Code de l'Urbanisme), en associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, selon les modalités suivantes :

- Affichage en mairie, information dans le bulletin municipal ;
- Mise à disposition du public, aux jours et heures d'ouverture de la mairie au public, des documents d'étape, suivant le déroulement des études ;
- Mise à disposition du public, aux jours et heures d'ouverture de la mairie au public, d'un registre destiné à recevoir les observations ;
- Organisation d'une réunion publique au moins avant la clôture de la concertation préalable.

A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises, et les présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

4°- d'associer les services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L.123-7 du Code de l'Urbanisme ;

5°- de consulter au cours de la procédure les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L.123-8 et R.123-16 du Code de l'Urbanisme, si elles en font la demande ;

6°- de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation de la révision du P.O.S, qui sera transformé en P.L.U ;

7°- de donner autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant, convention de prestation ou de service nécessaires à la révision du P.O.S, qui sera transformé en P.L.U ;

8°- de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du P.O.S, qui sera transformé en P.L.U ;

9°- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet du Doubs ;
- aux Présidents du Conseil Régional de Franche-Comté et du Conseil Général du Doubs ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale du Doubs, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Doubs et de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Doubs – Territoire de Belfort ;
- au Président du Syndicat mixte du SCoT de l'agglomération bisontine ;
- au Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon, compétente en matière de développement de l'habitat et d'organisation des transports urbains.

Elle sera également transmise aux maires des communes limitrophes : Amagney, Besançon, Braillans, Chalèze, Chalezeule, Marchaux, Roche-lez-Beaupré.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie durant un mois ;
- d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

## **14-65 Assiette, dévolution et destination des coupes de bois de l'exercice 2013-2014**

Vu le Code Forestier et en particulier les articles L1, L 141-1, L 143-1, L 143-2, L 144-1 à L 144-4 et L 145-1 à L 145-4.

### **Exposé des motifs :**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE, d'une surface de 446 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstruction, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil Municipal et arrêté par le Préfet en 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'O.N.F propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil Municipal à délibérer sur l'assiette des coupes 2013-2014 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes de bois non réglées des parcelles 17, 28, 29, 34, 39, 40, 41, 43 et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme des coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposées par l'O.N.F pour la campagne 2013-2014 ;

### **1 – Assiette des coupes pour l'exercice 2013-2014**

Conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'O.N.F propose pour la campagne 2013-2014, l'état d'assiette des coupes annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le Conseil Municipal :

- approuve l'état d'assiette des coupes 2013-2014
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

### **2 - Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes**

#### **2.1 Vente aux adjudications générales :**

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- décide de vendre aux adjudications générales les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

	<b>En bloc et sur pied</b>	<b>En futaie affouagère</b>	<b>En bloc façonné</b>	<b>Sur pied à la mesure</b>	<b>Façonnées à la mesure</b>
<b>Résineux</b>	39 ar – 40 ar – 41 ar – 43 ar – 34 ar				34 r
<b>Feuillus</b>		3 AF – 28 p – 29 p – 17 r Découpes : standard			

- autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent.



2.2 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- destine le produit des coupes des parcelles 3 AF, 28 P, 29 P, 17 r à l'affouage (mode de mise à disposition : sur pied),
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les 3 garants.

**3 - Rémunération de l'O.N.F pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure**

Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- demande à l'O.N.F d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- autorise Monsieur le Maire à signer le devis que lui présentera l'O.N.F pour l'exécution de cette prestation.

**14- 66 Etude d'un projet d'aménagement de la "rue de Besançon"**

Les services du Conseil Général ont contacté la commune courant mai pour la réfection de la bande de roulement du haut de la rue de Besançon, programmée pour 2014.

Après discussion en conseil de municipalité il a semblé judicieux de traiter ce secteur globalement en réalisant :

- la réfection de la voirie sur une longueur d'environ 600 m (entre la rue des Egraffeux et l'entrée du village)
- la création d'une piste cyclable impliquant le remodelage du trottoir existant
- le maintien et l'aménagement des places de parking existantes
- l'intégration à ce projet d'une réflexion sur la sécurité de la partie "entrée de village"

L'ensemble de ce programme est estimé par les services du département (STA) à la somme de 227.000 € H.T., hors maîtrise d'œuvre et études diverses.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la réalisation de ces travaux, par 13 voix contre, 8 abstentions, 2 voix pour.

**Domaine du Développement Économique, de l'Emploi et des Finances:**

**14- 67 Convention relative au groupement de commandes pour l'achat de fournitures administratives**

Afin d'optimiser leurs achats et contribuer ainsi à la maîtrise des budgets de fonctionnement, la CAGB, plusieurs Communes du Grand Besançon dont Thise, la Ville de Besançon, le CCAS de la Ville de Besançon et le SYBERT ont décidé de regrouper leurs commandes concernant l'achat de fournitures administratives.

Les membres du groupement de commandes bénéficieront également de l'expertise administrative et technique des services de la CAGB : accompagnement administratif et juridique, respect du Code des Marchés Publics, suivi technique et financier, négociation avec les fournisseurs, recherche de la qualité du service rendu.

Il est donc proposé de constituer une convention de groupement de commandes.

### La convention constitutive du groupement de commandes

Par la présente convention, en application de l'article 8 du code des marchés publics, le Grand Besançon, plusieurs Communes membres dont Thise, la Ville de Besançon, le CCAS de la Ville de Besançon et le SYBERT conviennent de se regrouper pour constituer un groupement de commandes en vue de passer un marché d'achat de fournitures administratives.

Le coordonnateur est le Grand Besançon ; cette mission ne donne pas lieu à rémunération. Les principales missions assurées par le coordonnateur sont les suivantes : recensement des besoins des membres du groupement, détermination de la procédure de passation applicable, élaboration du DCE, analyse des candidatures et des offres, réunion de la CAO, signature et notification du marché au titulaire.

Les membres du groupement effectuent leurs commandes directement auprès du prestataire retenu, et règlent les factures correspondantes.

Le groupement de commandes est constitué pour la durée de la procédure de passation du marché et jusqu'à la notification du marché au titulaire.

Le planning de la consultation prévoit le lancement du marché début juillet, pour une attribution mi novembre 2014.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes relative à l'achat de fournitures administratives,
- de se prononcer sur l'adhésion de la Commune au groupement de commandes pour l'achat de fournitures administratives,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes, dont la liste définitive des membres sera arrêtée en Bureau de la CAGB
- de s'engager à inscrire au budget les crédits nécessaires

Le Conseil Municipal approuve cette délibération à l'unanimité.



L'ordre du jour étant épuisé la séance du 4 juillet 2014 est levée à : 23h00.

### RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotés dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 14-61	Constitution de la Commission Communale des Impôts Directs :
♦ Délibération	n° 14-62	Recrutement d'agents non titulaires pour les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-63	Devenir de la "Maison Chevallier" : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-64	Révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) : <b>22 voix pour, 1 voix contre</b>
♦ Délibération	n° 14-65	Assiette, dévolution et destination des coupes de bois de l'exercice 2013-2014 : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-66	Étude d'un projet d'aménagement de la "rue de Besançon" : <b>13 voix contre, 8 abstentions, 2 voix pour</b>
♦ Délibération	n° 14-67	Convention relative au groupement de commandes pour l'achat de fournitures administratives : <b>unanimité</b>

### SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Cécile GIGNET	
Jean-Claude GILLIARD	XXXXXXXXXXXXX	Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO	XXXXXXXXXXXXX	Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	XXXXXXXXXXXXX
Claude VALZER		Claude VERNEREY	
Nicolas VERNIER			

